

Ecole Nationale Vétérinaire d'Alfort

Marché S042025
- Tri, conditionnement, enlèvement, transport et traitement des déchets industriels dangereux produits sur les sites de Maisons-Alfort et Goustranville de l'Ecole Nationale Vétérinaire d'Alfort

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Sommaire

1 OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES.....	3
1.1 LE POUVOIR ADJUDICATEUR	3
1.2 OBJET DU MARCHE	3
1.3 CADRE JURIDIQUE	3
1.4 EXCLUSIVITE	5
1.5 LIEU D'EXECUTION	5
1.6 PROCEDURE DE PASSATION.....	5
1.7 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	5
1.8 INTERVENANTS	6
2 STRUCTURE ET FORME DU MARCHE	6
2.1 DECOMPOSITION DE LA PRESTATION ET FORME DU MARCHE	6
2.2 NATURE DE LA PRESTATION	6
2.3 PRESENTATION DES BONS DE COMMANDE	6
2.4 ANNULATION D'UN BON DE COMMANDE	7
3 DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION.....	7
3.1 DUREE DU MARCHE	7
3.2 RECONDUCTION ANTICIPEE.....	7
3.3 PRESTATIONS SIMILAIRES	8
4 PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	8
4.1 PRIX DU MARCHE	8
4.2 CONDITIONS DE PAIEMENT	9
5 RÉALISATION DES PRESTATIONS	11
5.1 CONDITIONS DE REALISATION DES PRESTATIONS4	11
5.2 VERIFICATION DES PRESTATIONS	12
5.3 CLAUSE DE REEXAMEN	13
6 OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	13
7 LITIGES ET SANCTIONS	15
7.1 PENALITES	15
7.2 AUTRES STIPULATIONS	16
8 FIN DU MARCHE	16
9 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	17

1 OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 LE POUVOIR ADJUDICATEUR

L'Ecole nationale vétérinaire d'Alfort (EnvA) est un établissement public d'enseignement et de recherche sous la tutelle du Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire. Elle se répartit sur deux sites géographiquement distincts :

Site de Maisons-Alfort 7, avenue du General de Gaulle 94700 Maisons-Alfort	Site de Goustranville Goustranville 14430 Dozulé
--	--

1.2 OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la collecte, le transport et l'élimination des déchets industriels dangereux produits sur le site de Maisons-Alfort.

La consultation est allotie en 2 lots géographiques. Un pour le site de Maisons-Alfort, un pour le site de Goustranville

La description détaillée des prescriptions techniques figure au Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P).

1.3 CADRE JURIDIQUE

Conformément à l'article R. 541-8 du code de l'environnement, sont considérés comme dangereux des déchets qui présentent une ou plusieurs des propriétés suivantes, énumérées à l'annexe III de la directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets :

Code	Propriété	Description
HP1	Explosif	Déchet susceptible, par réaction chimique, de dégager des gaz à une température, une pression et une vitesse telles qu'il en résulte des dégâts dans la zone environnante. Les déchets pyrotechniques, les déchets de peroxydes organiques explosibles et les déchets autoréactifs explosibles entrent dans cette catégorie.
HP2	Comburant	Déchet capable, généralement en fournissant de l'oxygène, de provoquer ou de favoriser la combustion d'autres matières.

HP3	Inflammable	Déchet liquide inflammable déchet liquide ayant un point d'éclair inférieur à 60 °C ou déchet de gazoles, carburants diesel et huiles de chauffage légères dont le point d'éclair est > 55 °C et ≤ 75 °C. Déchet solide ou liquide pyrophorique inflammable déchet solide ou liquide qui, même en petites quantités, est susceptible de s'enflammer en moins de cinq minutes lorsqu'il entre en contact avec l'air. Déchet solide inflammable déchet solide qui est facilement inflammable, ou qui peut provoquer ou aggraver un incendie en s'enflammant par frottement. Déchet gazeux inflammable déchet gazeux inflammable dans l'air à 20 °C et à une pression normale de 101,3 kPa. Déchet hydroréactif déchet qui, au contact de l'eau, dégage des gaz inflammables en quantités dangereuses. Autres déchets inflammables aérosols inflammables, déchets auto-échauffants inflammables, peroxydes organiques inflammables et déchets autoréactifs inflammables.
HP4	Irritant - irritation cutanée et lésions oculaires	Déchet pouvant causer une irritation cutanée ou des lésions oculaires en cas d'application.
HP5	Toxicité spécifique pour un organe cible (STOT) - toxicité par aspiration	Déchet pouvant entraîner une toxicité spécifique pour un organe cible par une exposition unique ou répétée, ou des effets toxiques aigus consécutifs à l'aspiration.
HP6	Toxicité aiguë	Déchet qui peut entraîner des effets toxiques aigus après administration par voie orale ou cutanée, ou à la suite d'une exposition par inhalation.
HP7	Cancérogène	Déchet qui induit des cancers ou en augmente l'incidence.
HP8	Corrosif	Déchet dont l'application peut causer une corrosion cutanée.
HP9	Infectieux	Déchet contenant des micro-organismes viables ou leurs toxines, dont on sait ou dont on a de bonnes raisons de croire qu'ils sont responsables de maladies chez l'homme ou chez d'autres organismes vivants.
HP10	Toxique pour la reproduction	Déchet exerçant des effets néfastes sur la fonction sexuelle et la fertilité des hommes et des femmes adultes, ainsi qu'une toxicité pour le développement de leurs descendants.
HP11	Mutagène	Déchet susceptible d'entraîner une mutation, à savoir un changement permanent affectant la quantité ou la structure du matériel génétique d'une cellule.
HP12	Dégagement d'un gaz à toxicité aiguë	Déchet qui dégage des gaz à toxicité aiguë (Acute tox. 1, 2 ou 3) au contact de l'eau ou d'un acide.
HP13	Sensibilisant	Déchet qui contient une ou plusieurs substances connues pour être à l'origine d'effets sensibilisants pour la peau ou les organes respiratoires.
HP14	Écotoxique	Déchet qui présente ou peut présenter des risques immédiats ou différés pour une ou plusieurs composantes de l'environnement.
HP15	Déchet capable de présenter une des propriétés	

Les déchets dangereux sont également signalés par un astérisque au sein de la liste unique des déchets qui figure à l'annexe de la décision 2000/532/CE de la Commission du 3 mai 2000.

1.4 EXCLUSIVITE

Le titulaire bénéficie d'une l'exclusivité pour couvrir les besoins de l'acheteur concernant les prestations objet du marché.

1.5 LIEU D'EXECUTION

Le présent marché concerne les sites de Maisons-Alfort et Goustranville.

1.6 PROCEDURE DE PASSATION

La procédure applicable est une procédure adaptée, passée en application des articles R.2123-1 à R.2123-6 du Code de la commande publique.

1.7 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G-F.C.S., les pièces contractuelles du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

1.7.1 Pièces particulières :

Les pièces, qui régissent la réalisation des prestations, sont énumérées ci-dessous, par ordre de priorité décroissante. En cas de contradiction dans le contenu des pièces, cet ordre prévaut.

Le Titulaire déclare en avoir pris connaissance et en accepter toutes les clauses.

- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires, des Remises et des Délais (BPURD) et le détail quantitatif estimatif (DQE) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières ;
- Le dossier questions / réponses établi lors de la consultation et retraçant l'ensemble des échanges et des précisions apportées par le pouvoir adjudicateur à des questions posées pendant la consultation par des opérateurs économiques ;
- Le cadre de réponse technique complété par le candidat ;
- Les éventuelles mises au point et/ ou les éventuels avenants ;
- Les actes de sous-traitance agréés postérieurement à la notification du marché.

1.7.2 Pièces générales :

- Le Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (ci-après C.C.A.G-F.C.S.),
- L'ensemble des textes législatifs et réglementaires qui s'appliquent au présent marché,

- L'ensemble des normes en vigueur qui s'appliquent au présent marché.

Cette liste n'est pas exhaustive.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du C.C.A.G-F.C.S., la notification du marché comprend uniquement une copie de l'acte d'engagement.

Le titulaire ne peut se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

Les conditions générales de vente du titulaire ne sont pas applicables au présent marché.

1.8 INTERVENANTS

Au sens du présent document :

- le pouvoir adjudicateur est l'Ecole nationale vétérinaire d'Alfort (EnvA) qui conclut le marché avec son titulaire ;
- l'EnvA est représentée par le Directeur de l'Etablissement ;
- le titulaire est le prestataire, qui conclut le marché avec l'EnvA.

2 STRUCTURE ET FORME DU MARCHE

2.1 DECOMPOSITION DE LA PRESTATION ET FORME DU MARCHE

La forme retenue pour l'exécution du marché est un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande en application des articles R2162-2, R2162-4 1° et R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique, pour les autres prestations non comprises dans le forfait, sans minimum et avec un maximum établi à 35 000,00 € HT par période annuelle d'exécution.

Le recours au(x) catalogue(s) tarifé(s) du titulaire, à titre accessoire, est également possible, dans la limite de 10 % du montant maximum hors taxes de l'accord-cadre.

2.2 NATURE DE LA PRESTATION

Les prestations relèvent d'un marché de services courants.

2.3 PRESENTATION DES BONS DE COMMANDE

Les prestations à réaliser sont définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comportent :

- nom et adresse du titulaire ;
- numéro et date du marché ;
- numéro et date du bon de commande ;

- numéro de l'engagement juridique ;
- lieu de réalisation des prestations ;
- adresse de facturation si elle diffère de celle prévue au marché ;
- désignation et quantités des prestations à réaliser ;
- délais maximaux de réalisation des prestations ;
- montant total hors taxes de la commande ;
- taux et montant de la TVA ;
- montant total TTC.

La date d'expiration du marché constitue la date limite d'émission des bons de commande.

En cas d'envoi par courrier électronique, le titulaire doit accuser réception dans un délai maximum de 48 heures par mail du bon de commande portant la date et l'heure de réception

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le titulaire.

2.4 ANNULATION D'UNE DEMANDE D'ENLEVEMENT

Après émission d'une demande d'enlèvement, l'EnvA peut interrompre l'exécution, il en informe le titulaire par mail. Dans l'hypothèse où l'interruption du bon de commande est directement et exclusivement imputable à l'EnvA, les frais en découlant sont à la charge de l'EnvA sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leur utilité.

Le titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

L'annulation d'une demande n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

3 DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION

3.1 DUREE DU MARCHE

Le marché est passé pour une durée d'un an, renouvelable tacitement par période d'un an, trois fois, sans excéder la durée totale de 4 ans. La non-reconduction annuelle de l'accord-cadre s'effectuera deux mois, avant la date anniversaire de la notification du marché. La durée du marché court à compter de sa date de notification.

3.2 RECONDUCTION ANTICIPEE

Si le montant maximum est atteint (ou sur le point d'être atteint et que le montant disponible restant ne permet pas d'émettre une nouvelle commande) avant la fin de la durée de validité de la période d'exécution considérée, le pouvoir adjudicateur peut, le cas échéant, notifier au titulaire une reconduction anticipée du marché.

3.3 PRESTATIONS SIMILAIRES

En application des dispositions de l'article R2122-7 du code de la commande publique, l'acheteur se réserve la possibilité de confier au titulaire un ou plusieurs marchés complémentaires ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

4 PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

4.1 PRIX DU MARCHÉ

4.1.1 Nature des prix

Les prix du marché sont unitaires.

4.1.2 Variation des prix

Les prix du marché sont fermes la première année. A partir de la deuxième année, les prix du marché sont révisables annuellement, à la hausse comme à la baisse, à la date anniversaire du marché par application de la formule de variation.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro » (M0).

La formule de variation utilisée est la suivante :

$$P = P_0 (IM_n / IM_0)$$

P = Prix révisé

P0 = Prix initial du marché réputé établi sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres (M0) ;

IMn Indice INSEE « Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 38-12 - Collecte des déchets dangereux » - Identifiant 010764304 - Valeur de l'indice définitif connu à la date de la demande de révision de prix ;

IMo Indice INSEE « Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 38-12 - Collecte des déchets dangereux » - Identifiant 010764304 - Valeur de l'indice définitif connu du mois de la remise des offres (M0) ;

En cas de remplacement ou d'arrêt d'un indice cité ci-dessous, le nouveau est substitué de plein droit dans les conditions et selon le coefficient de raccordement fixés par l'INSEE. En cas d'absence d'index de substitution, les parties conviennent de le remplacer d'un commun accord dans le cadre d'une modification du marché.

Le coefficient de variation obtenu est arrondi au millième.

En cas de révision, un nouveau B.P.U. modifié conformément à l'alinéa précédent, est adressé par le titulaire à pouvoir adjudicateur avant l'application des nouveaux prix.

Du simple fait de cette communication, les documents sont considérés comme certifiés conforme par le titulaire. Ce bordereau constitue, une fois pour toutes, la pièce justificative de toutes les factures émises par le titulaire, postérieurement à cette transmission, afférentes aux prestations fournies au titre du marché, jusqu'à la date d'application d'un nouveau tarif.

La proposition de révision des prix est remise obligatoirement contre récépissé, par le titulaire au pouvoir adjudicateur ou est notifiée par lettre recommandée avec avis de réception postal, moyennant un préavis de deux mois avant la date prévue pour l'application de la révision.

Le tarif pris en considération est celui qui est en vigueur le jour de l'émission du document de commande, à la condition que ce tarif ait été notifié au pouvoir adjudicateur et confirmé par celui-ci.

L'entrée en vigueur des prix révisés doit faire l'objet d'un accord exprès du pouvoir adjudicateur formalisée par tous moyens y compris par la seule notification électronique du B.P.U.R.D par le pouvoir adjudicateur.

L'absence de demande de révision dans ce calendrier aura pour conséquence le maintien de l'offre initiale ou du prix précédemment révisé.

4.1.3 Contenu des prix

Les prix du marché comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au marché ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- les marges pour risque et les marges du titulaire.

4.1.4 TVA

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les montants des acomptes sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts. Lors du paiement des acomptes le fait générateur est réputé intervenir lors de l'expiration de la période de décompte correspondant.

En cas de sous-traitance et conformément aux dispositions relatives à l'autoliquidation de la TVA issues de l'article 283 du Code général des impôts, le sous-traitant adresse une facture en hors taxe pour les prestations réalisées.

La TVA relative aux prestations sous-traitées est, quant à elle, perçue par le fournisseur responsable du sous-traitant.

4.2 CONDITIONS DE PAIEMENT

4.2.1 Avance :

Sauf renoncement, une avance est prévue si le montant d'un bon de commande est supérieur à 50 000 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois. Le taux de cette avance est fixé à 5%. Le taux de l'avance passe à 10% (option B du CCAG FCS) si le titulaire ou le sous-traitant est une PME, dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du code de la commande publique.

L'avance est remboursée au prorata de l'avancement des prestations, entre 65% et 80% d'avancement

4.2.2 Périodicité des paiements :

La facturation est faite par livraison. Le prix est payé après service fait

4.2.3 Adresse de remise des demandes de paiement :

Le règlement du montant du marché s'effectuera sur présentation de facture sous forme dématérialisée, sur le site :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

Les factures dématérialisées adressées à l'École nationale vétérinaire d'Alfort doivent comporter les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera l'ENVA en tant que destinataire de la facture : 199 406 083 00014 ;
- Le code service indiqué sur le bon de commande ;
- Le numéro d'engagement nécessaire communiqué à notification du marché.

Toute facture non conforme à ces dispositions sera rejetée, le délai de paiement débutera à compter de la réception d'une demande de paiement conforme.

Vous pouvez, pour plus d'information, consulter le site Communauté Chorus Pro1, dédié à la préparation à la facturation électronique. Nous restons également à votre disposition pour toute question sur la mise en place de la facturation électronique.

En plus des mentions légales, la facture devra comporter les mentions suivantes :

- Le nom et l'adresse du créancier ;
- Le numéro du compte bancaire ;
- La date du marché ;
- Le numéro de marché : S042025 ;
- Le numéro et la date du bon de commande ;
- La quantité et les références des fournitures ou prestations ;
- Le montant HT des fournitures livrées ou prestations exécutées ;

- Le montant TTC en euros des fournitures livrées ou des prestations exécutées ;
- La date de la livraison effective ou de l'exécution effective.

Les références erronées voire fantaisistes feront l'objet d'un recyclage de la part du service facturier dépense, à savoir un retour de la facture vers le titulaire.

A noter que les références demandées ci-dessus sont systématiquement inscrite sur le bon de commande.

4.2.4 Délai de paiement :

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

Le délai de paiement peut être interrompu en application des articles R2192-27 à R2192-30 du code de la commande publique.

5 RÉALISATION DES PRESTATIONS

5.1 CONDITIONS DE REALISATION DES PRESTATION

5.1.1 Conditions d'exécution des prestations :

Le titulaire prendra toutes les dispositions nécessaires pour que les prestations commandées soient exécutées dans le strict respect des CCAP et CCTP, des bons de commande et des plannings d'intervention joints le cas échéant, à ces bons de commandes.

Le titulaire signalera au représentant du pouvoir adjudicateur, toute difficulté de nature à retarder ou compromettre la bonne exécution des prestations commandées. Ainsi, par dérogation aux articles 3.7.2 et 3.8.2 du CCAG/FCS, s'il estime que les prescriptions d'un bon de commande nécessite des observations de sa part, il doit les notifier au Pouvoir adjudicateur dans un délai de 8 jours à compter de la date de réception du bon de commande sous peine de forclusion.

5.1.2 Garantie de continuité des prestations :

Le titulaire s'engage à ce que son personnel et celui de ses sous-traitants chargés de la réalisation des prestations prévues au marché disposent d'un niveau de formation et de qualification adapté aux exigences du marché. En conséquence le titulaire doit :

- Constituer des équipes de personnels formés et compétents ;
- Veiller et contrôler le maintien et à la disponibilité des compétences ;
- Maintenir une forte réactivité, notamment en adaptant très rapidement la composition de ses équipes en cas de difficulté ou de montée en charge.

Le titulaire s'engage à assurer la stabilité et le niveau de compétence de ses équipes pendant toute la durée du marché. Si le taux de rotation du personnel du titulaire exécutant les prestations lui apparaît excessif, l'acheteur peut demander la justification et les actions proposées afin d'en réduire le caractère excessif.

En cas d'absence, de départ ou de manque avéré de compétences d'une personne affectée à l'exécution des prestations, le titulaire doit en informer l'acheteur et prendre toutes les dispositions pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Dans le cas où le titulaire fait intervenir un stagiaire, celui-ci doit disposer d'une convention de stage avec le titulaire et une structure diplômante ainsi que d'un maître de stage désigné. Pour la réalisation des prestations les salariés du titulaire demeurent sous la seule autorité et le pouvoir hiérarchique de leur employeur. L'acheteur ne peut en aucun cas se substituer au titulaire qui doit assumer l'ensemble de ses responsabilités et obligations d'employeur. À ce titre, le titulaire communique à l'acheteur l'identité du responsable hiérarchique des salariés qui réalise les prestations prévues au contrat.

5.2 VERIFICATION DES PRESTATIONS

5.2.1 Niveau d'obligation prévu au marché :

Du fait de l'objet du marché le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au marché. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au marché.

5.2.2 Opérations de vérification des services :

Le Pouvoir adjudicateur pourra effectuer tous les contrôles quantitatifs et qualitatifs qu'il estimera nécessaires suite à la réalisation des prestations par le titulaire.

Par dérogation à l'article 28 du CCAG/FCS, le Pouvoir adjudicateur n'avisera pas le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications qu'il jugera nécessaire d'effectuer. Néanmoins, le titulaire peut prendre contact avec le Pouvoir adjudicateur pour obtenir ces informations afin d'y assister ou de s'y faire représenter.

Par dérogation à l'article 30 du CCAG/FCS, le Pouvoir adjudicateur prendra sa décision

d'admission des prestations, sans condition de délai.

5.2.3 Dématérialisation du suivi :

L'acheteur notifie au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profil acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 8 jours à compter de son envoi, ou à défaut, 8 jours après

5.3 CLAUSE DE REEXAMEN

En application de l'article R 2194-1 du code de la commande publique, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de modifier les conditions d'exécution de l'accord-cadre dans les cas suivants :

- **Modification des prix existants** : Conformément à l'article 25 du CCAG-FCS, en cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance. Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire ;
- Changement de dénomination du Titulaire ;
- Changement de coordonnées bancaires.

6 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

6.1.1 ASSURANCES

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9.2 du C.C.A.G, le titulaire doit justifier à la notification du marché, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. À tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

6.1.2 DEVOIR D'INFORMATION ET DE CONSEIL

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du marché et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;

- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;

Si nécessaire, il sera procédé aux modifications ci-dessus sans qu'il soit besoin de recourir à un avenant.

6.1.3 OBLIGATION DE VIGILANCE

1) Lors de l'attribution et avant la notification du marché, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

2) Lors de l'attribution et avant la notification du marché, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF et de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

6.1.4 REPARATION DES DOMMAGES

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du marché sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du marché sont à la charge de l'acheteur.

6.1.5 SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du marché après acceptation du sous-traitant par l'acheteur et agrément de ses conditions de paiement.

En cas de sous-traitance, le titulaire se conformera aux exigences de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée et aux dispositions des articles L2193-10 et R 2193-9 du code de la commande publique.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (modèle de formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale. Le sous-traitant devra également remettre une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner.

Conformément aux articles R.2193-3 et suivants du code de la commande publique, le titulaire apporte la preuve qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC. Quand le sous-traitant n'a pas le droit au paiement direct, le maître d'ouvrage n'accepte pas non plus de délégation de paiement à son profit.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au marché et du respect de toutes les autres obligations du marché. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du marché.

La modification de l'acte spécial n'entraîne de conséquence ni sur le droit au paiement direct, ni sur le montant de la créance dont dispose le sous-traitant à l'égard du pouvoir adjudicateur, si aucune modification de la convention entre le titulaire et le sous-traitant dans le même sens n'est intervenu.

7 LITIGES ET SANCTIONS

7.1 PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1 du C.C.A.G.-F.C.S., il est fait application des pénalités suivantes :

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Non-respect des délais de collecte mentionnés indiqués au BPURD	60 euros par jour ouvré de retard, jusqu'à la prise en charge ou la mise en conformité.
Non-respect des délais de mise à disposition de contenant indiqués au BPURD	20 euros par fait constaté puis 10 euros par jour ouvré jusqu'à la mise à disposition.
Absence du BSD le jour de la collecte	50 euros par fait constaté
Incident de SAV ou non prise en charge d'un correctif dans les délais indiqués au BPURD	10 euros par fait constaté puis 10 euros par jour ouvré jusqu'à la mise en conformité.
Non-respect des dispositions réglementaires en lien avec l'exécution des prestations	80 euros par fait constaté puis 40 euros par jour ouvré jusqu'à la mise en conformité.

7.1.1 PENALITE POUR RETARD : SEUIL D'EXONERATION

Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G.-FCS, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.

7.1.2 PENALITES POUR RETARD : PLAFONNEMENT DES PENALITES

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du bon de commande.

7.2 AUTRES STIPULATIONS

7.2.1 INFORMATIONS STATISTIQUES

À la demande de l'EnvA et à minima, à chaque date anniversaire d'attribution, le titulaire fournira tous les éléments d'information nécessaires au suivi de l'exécution du marché.

À ce titre, il leur sera demandé de transmettre, sur une base mensuelle, aux services achats les statistiques relatives aux quantités et montants livrées par référence et par service ayant passé la commande.

Ces informations seront transmises par voie électronique dans un format exploitable (tableur). Les données recueillies ne feront l'objet d'aucune communication externe et n'ont vocation qu'à être utilisées dans le cadre du suivi interne du pouvoir adjudicateur.

7.2.2 EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Les dispositions de l'article 27 du C.C.A.G s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au marché après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du marché et si cette décision le mentionne, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par le pouvoir adjudicateur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent marché est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

7.2.3 REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES

Tout litige susceptible de s'élever entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire du marché public à propos de l'interprétation et de l'exécution du présent marché public fera l'objet d'une tentative de règlement amiable, dans les conditions prévues aux articles R2197-1 à R2197-25 du code de la commande publique.

Si les litiges ne peuvent être réglés à l'amiable, les parties saisiront le Tribunal Administratif de Melun, seul compétent pour connaître des recours contentieux relatifs à l'interprétation et à l'exécution du présent marché public.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

8 FIN DU MARCHE

8.1.1 RESILIATION DU MARCHE

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur,

le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

8.1.2 GARANTIES

Par dérogation à l'article 33 du CCAG-FCS, les prestations ne font pas l'objet d'une garantie.

9 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Le CCAP déroge :

Par son article	A l'article du CCAG-FCS	OBJET
1.7.2	4.1 et 4.2.1	Pièces contractuelles
5.1.1	3.7.2 et 3.8.2	Obligations générales des parties
5.2.2	28	Déroulement des opérations de vérification
5.2.2	29	Admission, ajournement, réfaction et rejet
6.1.1	9.2	Assurances
7.1	14.1. et 14.1.3	Pénalités
8.1.2	33	Garantie